



Commune d'Anglesqueville-l'Esneval

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme

Rapport de présentation

Volume 4



Février 2012

Les incidences du plan sur l'environnement



ELABORATION :

Prescrite le 08.03.2005

Enquête publique du 14.11.2011 au 15.12.2011

Approbation par délibération du 28.02.2012

CACHET DE LA MAIRIE :



AMENAGER DURABLEMENT LES TERRITOIRES DE DEMAIN

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
1- LES INCIDENCES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT	3
1.1. Volet écologique et patrimonial	3
1.1.1. L'espace	3
1.1.2. Le paysage	5
1.1.3. La faune et la flore.....	6
1.1.4. Préservation de la ressource en eau.....	7
1.1.5. Inondations et ruissellements	7
1.1.6. Risque effondrement.....	8
1.1.7. Patrimoine architectural et urbain	9
1.2. Volet équipements et déplacements	9
1.2.1. A l'échelle communale	9
1.2.2. A l'échelle supra communale	11
2- LA COMPATIBILITE DU PLU AVEC LES DOCUMENTS SUPERIEURS	12
2-1- La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) de l'Estuaire de Seine	12
2-2- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Seine Normandie .	14
2-3- Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays des Hautes Falaises	16
2-4- Le Plan de Prévention des Risques du Bassin Versant de la Lézarde :	17

1- Les incidences du plan sur l'environnement

L'article L. 121-1 du Code de l'Urbanisme rappelle les objectifs que les documents d'urbanisme tels que les Plans Locaux d'Urbanisme doivent poursuivre :

- ✓ « *La protection des espaces naturels et des paysages* » ;
- ✓ « *La préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages* » ;
- ✓ « *La prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature* » ;
- ✓ « *La préservation des espaces affectés aux activités agricoles* » ;
- ✓ « *La sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti* » ;
- ✓ « *Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels et ruraux* ».

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme d'Anglesqueville-l'Esneval a été réalisée dans le souci du respect des objectifs mentionnés dans cet article L. 121-1 du Code de l'Urbanisme.

1.1. Volet écologique et patrimonial

1.1.1. L'espace

La définition des nouvelles zones d'urbanisation dans le Plan Local d'Urbanisme d'Anglesqueville-l'Esneval s'est attachée à répondre à plusieurs objectifs notamment celui de limiter la consommation d'espace. Pour cela, un premier travail d'estimation des densifications possibles a été réalisé et pris en compte dans le potentiel de constructions du PLU. La limitation de la consommation d'espace passe, également, par le renouvellement urbain, qui pourra se faire à Anglesqueville-l'Esneval par le changement de destination des anciens bâtiments agricoles de caractère.

De plus, le choix des ouvertures à l'urbanisation avait pour objectif de ne pas miter le paysage, de s'inscrire dans la trame bâtie existante et de limiter au maximum la prise de terres à vocation agricole.

Les zones A Urbaniser Centrales représentent un total de 3,9 hectares, soit 0,9% de la surface communale. Elles impliquent une augmentation de 12,4% des zones urbaines.

Aucune zone AU n'est localisée dans les hameaux reculés du bourg. Les deux sites identifiés sont situés à proximité des équipements administratifs afin de renforcer la centralité du cœur de bourg. Les zones AUC correspondent à des terrains agricoles enclavés (le site AUC2 n'est pas cultivé) et ne remettent pas en cause des parcelles indispensables à l'activité agricole sur la commune (aucun accès aux terres agricoles n'est supprimé).

L'autre importante prise de terre agricole correspond au projet de création d'un nouveau cimetière au sud de la commune, sur une surface 3180m². Ce cimetière permettra l'accès aux véhicules motorisés et le stationnement sur site.

La somme des terres agricoles rendues « urbanisables » est de 4,1 ha, soit 1,1% de la surface agricole totale avant la concrétisation du PLU.

Le pourtour des secteurs d'habitat isolé (AHa et AHb) a été délimité de façon à ne pas augmenter la tache bâtie. De nouvelles constructions pourront être réalisées dans les secteurs AHa sans empiéter sur les parcelles à vocation agricole. Seules quelques densifications seront réalisables sur ces secteurs. De plus, un minimum parcellaire de 1250 m² en cas de recours à l'assainissement individuel est imposé, afin de gérer les eaux usées et pluviales sur chaque parcelle. Cela impliquera des surfaces de parcelle relativement importantes pour pouvoir y implanter de nouvelles constructions, contrairement aux zones assainies en collectif qui ne peuvent pas être soumises à un minimum parcellaire.

Par ailleurs, les secteurs de clos-masures (NCM) sont potentiellement constructibles sous certaines conditions : minimum parcellaire important, limitation du nombre d'accès par entité, recul des constructions par rapport aux alignements boisés. Ces restrictions permettront également de limiter la consommation de l'espace et la densification trop importante sur des parcelles qui ont perdu leur valeur agricole (proximité d'habitations, disparition du siège d'exploitation, espace ceinturé d'alignements boisés non adapté aux pratiques culturelles d'aujourd'hui).

Le zonage permet ainsi de redonner une fonction à des secteurs abandonnés par l'agriculture.

	Superficie (en ha)	% de la surface communale		Superficie (en ha)	% de la surface communale
Secteur UC	20,1	4,68	Zone U	33,60	7,82
Secteur UP	1,6	0,37			
Secteur UH	10,4	2,42			
Secteur UE	1,5	0,35			
Secteur NP	2,8	0,65	Zone N	12,60	2,93
Secteur NCM	9,8	2,28			
Zone A	374,1	87,08	Zone A	378,5	88,11
Secteur AHa	2,2	0,51			
Zone Ahb	2,2	0,51			
Secteur AUC	3,93	0,91	Zone AU	4,84	1,13
Secteur AUE	0,91	0,21			
	429,6			429,6	
Zone AU : 4,8 ha soit 1,12% de la surface communale et 16,3% de la zone U (UC, UP, UH et UE)					
Secteur AUC : 3,9 ha soit 12,4% de la zone urbaine à vocation principale d'habitation (UC, UP et UH)					

1.1.2. Le paysage

La préservation du paysage communal est une des priorités du Projet d'Aménagement et de Développement Durable d'Anglesqueville-l'Esneval. En effet, les orientations ont pour objectif de préserver les perspectives paysagères mais également de conserver les grands éléments du paysage comme les alignements d'arbres de haut-jet, les talus et les mares.

La préservation des perspectives a été respectée lors de la définition des nouvelles zones d'urbanisation qui s'inscrivent dans la tache bâtie ou en périphérie immédiate de celle-ci.

La commune souhaite également que les constructions s'intègrent harmonieusement dans le paysage. Dans cette optique, des prescriptions en termes de hauteurs, de matériaux et de couleurs ont été imposées dans le règlement écrit. Par exemple dans le secteur NP, les nouvelles constructions à vocation d'habitation devront comporter au moins 30% de matériaux nobles ou de parements.

De plus, ces prescriptions ont été complétées par le respect d'un pourcentage minimum d'espaces verts par unité foncière, qui assurera la préservation d'un cadre de vie « vert » dans la commune. Ces dispositions compensent en partie la consommation d'espaces agricoles en entrée de bourg (zones AUC).

La préservation du paysage à Anglesqueville-l'Esneval par le biais du PLU passe également par la préservation des éléments identitaires tels que les alignements boisés et les mares qui seront préservés au titre de l'article L123.1.5 7° du Code de l'Urbanisme. De même, tout alignement boisé créé devra être constitué d'essences locales.

La commune met un point d'honneur à protéger les clos mesures de son territoire, héritage historique et paysager caractéristique du pays de Caux. Le maintien de constructions à vocation d'habitation dans ces clos mesures est un moyen de préserver ces sites, sans qu'ils ne soient abandonnés et laissés à l'état de ruine.

Les grandes parcelles des cours-masures pourraient être divisées afin que chaque particulier gère un linéaire moins important d'alignement boisé. A terme, ces grands ensembles pourraient être préservés alors qu'ils sont aujourd'hui menacés (non entretien des alignements boisés, abandon des cours-masures ou urbanisation déstructurée,...).

Les ouvertures à l'urbanisation sont également intégrées à la tache bâtie existante (zones AUC 1 et AUE 1 cernées par l'urbanisation, AUC 2 et AUE 2 en continuité immédiate du bâti existant). Les perspectives paysagères vers les fonds de thalwegs sont donc préservées. Les vues des hameaux vers le bourg seront confortées avec l'ouverture de ces zones à l'urbanisation qui renforcent le caractère central du bourg. Des haies talutées sont prévues dans les orientations d'aménagement autour des zones AU pour traiter les perspectives visuelles vers l'espace bâti et limiter la co-visibilité avec les espaces naturels et agricoles.

1.1.3. La faune et la flore

La commune d'Anglesqueville-l'Esneval ne possède pas de Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF), de sites Natura 2000 et d'Espaces Boisés Classés (EBC). Cependant, la préservation des espaces naturels est une des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la commune.

Pour conserver le cortège floristique typique des alignements boisés du Pays de Caux, la commune a imposé que la préservation et le renouvellement potentiel d'alignements boisés se fasse en essences locales. Ainsi, une liste est à disposition des habitants d'Anglesqueville-l'Esneval.

L'obligation de plantation en essences locales préserve la composition des écosystèmes liés aux haies. Le classement des éléments identitaires au titre du L123.1.5.7° du Code de l'Urbanisme est un gage de maintien dans le temps des alignements, mares et autres éléments.

1.1.4. Préservation de la ressource en eau

Anglesqueville-l'Esneval n'est pas concernée par des périmètres de protection de captage d'eau potable. Cependant, en cas de recours à l'assainissement autonome, il est exigé un minimum parcellaire de 1250m² afin que les pétitionnaires soient en mesure de gérer eaux usées et eaux pluviales à l'échelle de leur parcelle.

Le respect des prescriptions du règlement écrit permettra de limiter au maximum les impacts sur la ressource en eau, et particulièrement en termes de volume d'eau ruisselé.

De plus, la localisation des zones AU a pris en compte la présence des réseaux d'assainissement. Toutes les zones AU seront ainsi assainies en collectif. Ce choix est conforme aux objectifs du SDAGE qui vise l'amélioration des réseaux collectifs afin que ceux-ci traitent l'ensemble des eaux usées.

Les nouvelles constructions situées dans les zones AU seront donc raccordées au réseau collectif et les eaux usées seront traitées par la station d'épuration de Gonneville-la-Mallet qui n'est pas saturée.

1.1.5. Inondations et ruissellements

L'urbanisation d'Anglesqueville-l'Esneval a été pensée en fonction des axes de ruissellement. Ainsi la parcelle 759, dans un premier temps envisagée comme constructible, n'a pas été conservée car elle était traversée par un axe de ruissellement. Ainsi, les zones AUC 2, AUE 1 et AUE 2 ne se situent pas sur un axe de ruissellement. Le secteur dit AUC 1 est lui bordé au sud par un axe de ruissellement qui traverse ensuite le centre-bourg. Aujourd'hui, l'eau est dirigée à travers un talus et s'infiltre en limite de zone constructible. Un emplacement

réservé, posé par la commune, est prévu sur ce secteur pour s'assurer du maintien de cette bande enherbée, et également pour prévoir un aménagement hydraulique adapté. Les trajectoires des eaux ne seront ainsi pas modifiées.

Afin de ne pas aggraver la situation actuelle du point de vue du ruissellement, les deux sites du secteur AUC feront l'objet d'un projet d'aménagement d'ensemble.

Pour assurer une gestion des eaux pluviales à la parcelle, le règlement écrit impose un maximum d'emprise au sol des constructions et un minimum d'espaces verts, ces mesures permettent de conserver sur chaque parcelle, des terrains perméables.

Il est également important de rappeler que des périmètres d'inconstructibilité ont été mis en place autour de chaque axe de ruissellement significatif afin de ne pas exposer les personnes et les biens au risque inondation.

La disposition des zones d'urbanisation nouvelle et de densification ainsi que les mesures de gestion des eaux pluviales, inscrites dans le règlement écrit du PLU devraient permettre que le régime des eaux ne soit pas modifié et qu'il soit même amélioré (classement des éléments remarquables comme les mares et les alignements boisés, emplacement réservé,...).

1.1.6. Risque effondrement

Le recensement des indices de cavités souterraines et à ciel ouvert a été réalisé en 2005 par le bureau d'études Ingétec, et la mise à jour de cette première étude par GéoDéveloppement en 2009. L'intégration de ces études dans le PLU d'Anglesqueville-l'Esneval a donné lieu à la mise en place de rayons d'inconstructibilité autour de chaque indice. Cette mesure a pour but de limiter l'exposition des biens et des personnes au risque effondrement.

Certaines zones bâties ou nouvelles zones d'urbanisation sont concernées par des présomptions de cavités souterraines. La constructibilité des zones de risque reste conditionnée à la levée du risque, à la charge du propriétaire du terrain.

1.1.7. Patrimoine architectural et urbain

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable d'Anglesqueville-l'Esneval, dans son volet Habitat - Aménagement de l'espace a, entre autre, une orientation relative à la préservation de l'habitat à caractère patrimonial. Cette orientation s'est traduite dans le document d'urbanisme et dans le règlement écrit par le recensement des bâtiments agricoles de caractère qui pourront changer de destination ainsi que par des prescriptions d'urbanisme qui réglementent l'aspect des nouvelles constructions. Par ces diverses mesures, le conseil municipal d'Anglesqueville-l'Esneval souhaite préserver l'architecture locale et mettre en valeur les éléments typiques du Pays de Caux.

1.2. Volet équipements et déplacements

Les ouvertures à l'urbanisation vont contribuer à augmenter la population sur la commune d'Anglesqueville-l'Esneval et plus particulièrement dans le centre-bourg. A priori, cette augmentation de la population ne créera pas de nouveaux flux automobiles mais plutôt un renforcement des flux existants en direction des bassins d'emploi et des pôles de services.

1.2.1. A l'échelle communale

A l'échelle communale, l'augmentation de la population par le biais des nouvelles ouvertures à l'urbanisation n'aura pas de conséquences marquantes puisqu'à priori les propriétaires des terrains constructibles ne sont pas tous vendeurs à ce jour. Par conséquent, on peut espérer sur la commune, une urbanisation progressive qui permettra une intégration des nouvelles populations au fur et à mesure du temps.

De plus, une orientation du PADD prévoit de créer dès que possible des zones de dégagements sur les routes communales pour des raisons de sécurité routière et de fluidité du trafic automobile. Cette orientation a pour objectif de faciliter les accès aux équipements communaux (école, mairie,...).

De plus, les zones AU à vocation principale d'habitation, par leur localisation en centre-bourg devraient permettre aisément le déplacement doux : les services communaux (mairie, école, salle polyvalente) seront donc accessibles à pieds via les sentes piétonnes sécurisées

imposées dans les orientations d'aménagement. Les équipements seront raccordés au réseau de trottoir ou de sente piétonne existant.

Le fait que le secteur AHa autorise les nouvelles constructions à vocation d'habitation ne devrait pas impliquer de difficultés de circulation supplémentaires : très peu de densifications sont possibles sur ces secteurs. D'autre part, le réseau communal en dehors du bourg est suffisamment dimensionné pour permettre la circulation et le croisement des voitures. De plus, aucune zone AU n'est située dans les hameaux. Seuls les parcelles déjà cernées par l'urbanisation dans les hameaux peuvent accueillir des nouvelles constructions (par division parcellaire), il n'y a donc pas d'étalement urbain et de prise sur les terres agricoles sur ces secteurs d'habitat isolé.

Du point de vue des équipements, un projet d'école, en face de la salle polyvalente (AUE 1) pourrait absorber la venue de nouveaux élèves. La localisation centrale des zones AU à vocation principale d'équipement constitue également un point fort du dossier pour limiter les déplacements motorisés et favoriser les déplacements doux. La commune ne disposant pas de commerces et services de proximité, les nouveaux arrivants devront se diriger vers les pôles de services de Criquetot-l'Esneval ou de Gonnevill-la-Mallet, ce qui est déjà le cas pour les habitants d'Anglesqueville-l'Esneval. Par conséquent, il n'y aura pas de problème d'engorgement des voiries et des parcs de stationnement à Anglesqueville-l'Esneval, suffisamment dimensionnés pour accueillir les populations escomptées. Le stationnement sera, qui plus est, pris en compte sur site au moment de la création du cimetière au sud du bourg (AUE 1).

Pour favoriser les déplacements doux, un réseau de trottoir est déjà existant sur la commune. Des chemins piétonniers devraient être valorisés et créés pour rétablir et/ou maintenir un linéaire continu de sentes sur le territoire communal (Cf. orientations zones AUC), d'autant plus que les hameaux sont relativement proches du centre-bourg (500m en moyenne), en comparaison aux autres communes du pays de Caux (1500 m en moyenne).

Même si de nouvelles constructions pourraient être réalisées dans les hameaux, l'accueil de population est un enjeu majeur pour la commune, au risque que l'école ferme à long terme.

Dans ce cas, les déplacements générés seraient plus importants car les écoliers d'Anglesqueville-l'Esneval devraient se rendre sur les communes limitrophes.

Le PLU prend également en considération les difficultés de déplacement et de stationnement dans le centre-bourg notamment. Pour fluidifier le trafic automobile, le règlement prévoit que toute nouvelle entrée sera traitée en entrée charretière et que le stationnement devra être assuré sur les parcelles privées. On notera également qu'un emplacement réservé est posé par la commune rue du Carreau (bande de 3m) pour élargir la voirie le long de la zone AUC 1 et ainsi sécuriser les déplacements.

1.2.2. A l'échelle supra communale

Renforcement des flux vers Criquetot-l'Esneval

La ville de Criquetot-l'Esneval correspond au pôle de services mais également au bassin d'emploi de la commune d'Anglesqueville-l'Esneval. Par conséquent, un renforcement des flux de circulation vers Criquetot-l'Esneval est prévisible. En effet, elle offre tous les commerces, grandes surfaces, établissements scolaires et services qu'Anglesqueville-l'Esneval ne dispose pas.

Le GR du Havre au Tréport traverse Anglesqueville-l'Esneval d'ouest en est, entre Gonneville-la-Mallet et Criquetot-l'Esneval. Ce GR relie les trois centre-bourgs de Gonneville-la-Mallet, de Criquetot-l'Esneval et d'Anglesqueville-l'Esneval. Cette infrastructure douce laisse l'opportunité aux anglesquevillais d'accéder à tous les services les plus proches. Le dénivelé reste très faible ce qui pourrait faciliter ce type de déplacements doux. Le centre de Gonneville-la-Mallet est à 20 minutes à pied (10 min en vélo) du bourg d'Anglesqueville-l'Esneval. Criquetot-l'Esneval est situé à 30 minutes à pied, 15 min en vélo. Des distances, des temps de parcours et des dénivelés qui pourraient permettre de se déplacer sans véhicule motorisé.

Renforcement des flux vers l'agglomération havraise

Une partie de la population anglesquevillaise travaille sur l'agglomération havraise, accessible en 20 minutes. Il est possible qu'avec l'augmentation de la population de la commune, les flux vers Le Havre soient proportionnellement accentués.

Qualité de l'air

En termes de pollution de l'air, il faut considérer qu'il y aura peu de nouveaux déplacements engendrés sur le réseau routier communal par l'accueil de nouvelles populations. Ces déplacements existaient auparavant, mais pas sur les mêmes tracés : il s'agit d'un report des déplacements entre Anglesqueville-l'Esneval et Le Havre et Anglesqueville-l'Esneval et Fécamp notamment. De plus, compte tenu de la faible quantité de voitures supplémentaires sur le réseau viaire les effets sur la qualité de l'air ne devraient pas être perceptibles.

2- La compatibilité du PLU avec les documents supérieurs

2-1- La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) de l'Estuaire de Seine

La procédure d'élaboration de la Directive Territoriale d'Aménagement de l'Estuaire de Seine a débuté le 25 juin 1999, l'estuaire de la Seine étant l'un des sept premiers sites de DTA en France.

La DTA est un document d'aménagement et d'urbanisme qui exprime les enjeux de l'Etat sur un territoire délimité (le territoire de l'Estuaire dans le cadre de la présente DTA). Les collectivités territoriales, lors de l'élaboration des documents d'urbanisme, doivent s'assurer que leur document est en compatibilité avec les orientations de cette directive.

L'article L.111.1.1. du Code de l'Urbanisme stipule qu'en l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale ou de Schéma Directeur applicables au territoire communal, le Plan Local d'Urbanisme devra être compatible avec les dispositions de la DTA approuvée.

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays des Hautes Falaises n'étant pas à ce jour approuvé, le Plan Local d'Urbanisme d'Anglesqueville-l'Esneval doit être compatible avec les dispositions de la DTA Estuaire de Seine.

La Directive Territoriale d'Aménagement de l'Estuaire de Seine a été approuvée par décret en Conseil d'Etat le 10 juillet 2006, elle met en avant trois objectifs :

- ✓ *Renforcer l'ensemble portuaire normand dans le respect du patrimoine écologique des estuaires ;*
- ✓ *Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel et les paysages, prendre en compte les risques ;*
- ✓ *Renforcer les dynamiques de développement des différentes parties du territoire.*

La commune d'Anglesqueville-l'Esneval est concernée par l'objectif 2 de la DTA.

L'objectif 2 est décliné en 4 sous objectifs dont 3 touchent le territoire communal :

- ✓ *Mettre en valeur les grands ensembles naturels et paysagers caractéristiques de la Normandie ;*

Pour répondre à cet objectif, le PLU d'Anglesqueville-l'Esneval a inscrit dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durable un certain nombre d'orientations allant dans ce sens :

- ✓ Protéger les arbres et l'ensemble des entités paysagères remarquables de la commune (clos masures, mares...) ;
- ✓ Maintenir les perspectives paysagères ;
- ✓ Préserver et réhabiliter les éléments historiques d'intérêt de la commune

Dans le zonage et dans le règlement écrit, ces orientations se sont traduites par :

- ✓ La préservation des perspectives paysagères et de l'activité agricole en localisant les ouvertures à l'urbanisation en continuité du bâti existant ;
- ✓ Le maintien du caractère rural de la commune ainsi que la typicité du Pays de Caux : le règlement écrit impose que les alignements boisés existants soient conservés ou remplacés par les haies en essences locales. Les alignements boisés qui seront créés devront également être composés d'essences locales.
- ✓ Le classement de certains alignements boisés et mares, au titre de l'article L123.1.5. 7° du Code de l'Urbanisme.
- ✓ La préservation du patrimoine bâti à Anglesqueville-l'Esneval passe par la possibilité de changement de destination des bâtiments agricoles ayant un caractère architectural mais également par des prescriptions en termes de matériaux lors de la transformation des bâtiments ou de leur agrandissement.

✓ *Prévenir les risques naturels et technologiques*

La commune d'Anglesqueville-l'Esneval est concernée par deux risques naturels : risque inondation et risque effondrement. La protection des biens et des personnes par rapport aux risques est l'une des orientations prioritaires du Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la commune (conservation des mares, maîtrise de l'infiltration à la parcelle,...).

Ces orientations se sont traduites dans le règlement écrit et dans le zonage par :

- ✓ Le risque inondation a été pris en compte par l'identification des axes de ruissellement et la mise en place de rayon d'inconstructibilité autour de chaque axe. Pour assurer l'infiltration des eaux dans le sol, le règlement écrit impose une surface maximum d'emprise au sol des constructions et une surface minimum d'espaces verts. Un emplacement réservé est posé en limite de la zone AUC 1 pour réaliser un aménagement hydraulique ;
- ✓ Le risque effondrement a été appréhendé par la réalisation d'une étude de recensement des cavités souterraines et par des prescriptions en termes de constructions dans le règlement écrit.

✓ *Mieux exploiter le potentiel énergétique éolien dans le respect des paysages.*

Le Plan Local d'Urbanisme d'Anglesqueville-l'Esneval n'est pas directement concerné par cet objectif, qui concerne davantage les territoires littoraux.

Par le biais de son Projet d'Aménagement et de Développement Durable, de son zonage et de son règlement écrit, le Plan Local d'Urbanisme d'Anglesqueville-l'Esneval répond aux orientations de la Directive Territoriale de l'Estuaire de Seine.

2-2- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Seine Normandie

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Seine Normandie actuellement en vigueur est celui approuvé le 20/11/2009. Ce document doit être un cadre

de référence de la gestion de l'eau, il définit les orientations d'une politique intégrée de l'eau.

Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, a été adopté à une large majorité par le comité de bassin. Il intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement. Ce document stratégique pour les eaux du bassin Seine-Normandie fixe comme ambition d'obtenir en 2015 le bon état écologique sur 2/3 des masses d'eau.

Depuis la loi du 21 avril 2004 portant transposition de la directive 2000/60/CE du parlement européen, le PLU doit intégrer dans un rapport de compatibilité les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

Concrètement, le SDAGE du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands a défini 10 défis à mener:

- 1- Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques ;*
- 2- Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques ;*
- 3- Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses ;*
- 4- Réduire les pollutions microbiologiques des milieux ;*
- 5- Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future ;*
- 6- Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides ;*
- 7- Gestion de la rareté de la ressource en eau ;*
- 8- Limiter et prévenir le risque inondation ;*
- 9- Acquérir et partager la connaissance ;*
- 10- Développer la gouvernance et l'analyse économique.*

Il n'y a aucun captage, aucun périmètre de protection de captage, aucun cours d'eau sur le territoire d'Anglesqueville-l'Esneval. Cependant, de part sa portée juridique et les caractéristiques du territoire communal, le PLU d'Anglesqueville-l'Esneval peut répondre à deux des dix orientations et n'est pas en contradiction avec les huit autres.

✓ *Limiter et prévenir le risque inondation.*

La prévention du risque inondation se décline en 5 orientations :

- Améliorer la sensibilisation, l'information préventive et les connaissances ;
- Réduire la vulnérabilité des personnes et des biens exposés au risque d'inondation ;
- Préserver et reconquérir les zones naturelles d'expansion des crues ;
- Limiter les impacts des ouvrages de protection contre les inondations, qui ne doivent pas accroître le risque à l'aval ;
- Limiter le ruissellement en zone rurale et en zone urbaine pour réduire les risques d'inondation.

La commune est concernée par le risque inondation à la fois sur son territoire communal, mais également en aval des bassins versants. Par conséquent des rayons d'inconstructibilité ont été mis en place autour de chaque axe de ruissellement. De plus, une emprise maximale des constructions, au prorata de la surface parcellaire est imposée par le règlement écrit afin de conserver suffisamment de surfaces perméables. Le règlement écrit du PLU impose également que les eaux pluviales soient gérées à la parcelle.

Il est important de préciser qu'à l'heure actuelle, le SDAGE du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands n'a pas de déclinaison en Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) au niveau du sous bassin hydrographique comprenant la commune d'Anglesqueville-l'Esneval.

Le défi 6 du SDAGE « protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides » trouve également sa traduction dans le PLU, notamment par le biais du classement des mares.

2-3- Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays des Hautes Falaises

Un projet de Schéma de Cohérence Territoriale est en cours d'élaboration par le syndicat mixte du Pays des Hautes Falaises. Le périmètre du SCOT, arrêté le 14 février 2007, comprend la commune d'Anglesqueville-l'Esneval. A ce jour, le SCOT est en phase d'études et les orientations n'ont pas été arrêtées.

Le PLU d'Anglesqueville-l'Esneval disposera d'un délai de 3 ans, après la date d'approbation du SCOT du Pays des Hautes Falaises, pour se mettre en compatibilité avec les orientations du document.

Toutefois, au titre de l'article L.122.2. du Code de l'Urbanisme, la commune d'Anglesqueville-l'Esneval a soumis au syndicat mixte du SCOT un dossier de demande d'extension limitée de l'urbanisation. L'avis du comité syndical est annexé au dossier soumis à enquête publique.

2-4- Le Plan de Prévention des Risques du Bassin Versant de la Lézarde :

Le PPRI de la Lézarde a été prescrit en 2003. C'est le premier PPRI qui comprend un volet érosion, ce qui souligne l'exposition importante du bassin versant aux départs de terres, notamment en milieu agricole. La partie Sud d'Anglesqueville-l'Esneval est comprise dans ce PPRI qui n'a pour l'heure pas été approuvé. La cartographie des aléas est déjà parue. Les axes de ruissellement recensés dans le cadre de l'élaboration du PLU sur la commune sont d'ailleurs compatibles avec le PPRI. Ils ont même été affinés via une phase d'identification sur le terrain et une localisation des axes de ruissellement à l'échelle parcellaire.

Selon les dispositions de l'article L.532-4 du Code de l'Environnement et l'article R.126-1 du Code de l'Urbanisme, le PPRI une fois approuvé, vaudra servitude d'utilité publique et s'imposera au Plan Local d'Urbanisme. A la date d'approbation du PLU, le PPRI n'est pas encore approuvé.